

CHERCHER DES NEWS

Chercher

Veuillez entrer un mot-clé

DÉCLARATION OUEST-AFRICAINE CONTRE LE « LAND GRABBING »

Une des principales missions de Pain pour le prochain est de soutenir les luttes pour les droits humains. Au Bénin, au Sierra Leone et dans de nombreux autres pays d’Afrique de l’Ouest, des paysans et des paysannes souffrent de la pratique du « land grabbing », l’accaparement de vastes étendues de terre par des investisseurs étrangers, qui les prive de leurs principaux moyens de subsistance en leur bloquant l’accès aux terres et à l’eau. Lors d’une rencontre organisée avec l’appui de Pain pour le prochain à Ouidah, au Bénin, les représentants des paysans et paysannes ont décidé de s’unir pour faire pression sur leur gouvernement afin d’être mieux protégés.



Des organisations de dix pays ouest-africains ont ainsi résolu de ne plus accepter que des multinationales et des États étrangers s’accaparent de gigantesques surfaces de terre cultivable. « Il faut rompre le silence qui règne autour du land grabbing – se taire est la pire chose que l’on puisse faire », soulignait Simon Bodea, le secrétaire général du Syndicat national des paysans du Bénin (Synpa), lors de la

rencontre à Ouidah. La déclaration de Ouidah vise à faire connaître les revendications des petits producteurs ouest-africains, aussi bien auprès de leur gouvernement qu’auprès des États occidentaux d’où proviennent la plupart des investisseurs.

L’accaparement des terres est un problème qui va en s’aggravant et qui met en péril dans de nombreuses régions la sécurité alimentaire et le droit à une nourriture saine. La plupart du temps, les habitants des régions concernées se voient également privés de leur accès à l’eau nécessaire à la culture et à la vie. C’est tout particulièrement le cas en Afrique : la Banque mondiale recense aujourd’hui 77 millions d’hectares de terre arable exploités par l’étranger. Ce qui représente 70% des surfaces mondiales concernées par le land grabbing. Cela signifie toujours plus de paysans sans terre à exploiter, entraînant des conséquences sociales de plus en plus graves. « C’est non seulement l’avenir de la traditionnelle famille paysanne africaine qui est menacé, mais aussi celui

de toute une génération », ont souligné les participants. « Nous devons garder à l'esprit que nous luttons contre les puissants de ce monde, à la tête de gouvernements et d'entreprises multinationales. C'est dangereux et nous avons besoin de soutien. », rappelait pour sa part Elisabeth Mporu, paysanne et représentante du Mouvement paysan international Via Campesina.

Comme de nombreux autres représentants d'associations et d'organisations paysannes, elle sait que leurs objections ne sont souvent pas prises au sérieux et connaît le manque de transparence enveloppant les procédures de « land grabbing ». « La situation s'envenime », témoignent des habitants d'Afrique de l'Ouest. Selon Jeanne Zoundjhekon, de l'organisation GRAIN au Bénin, « le plus important est de concevoir une politique agricole en concertation avec les paysannes et les paysans et d'exiger la souveraineté alimentaire ». C'est pourquoi *Pain pour le prochain* soutient cette déclaration et sa revendication de placer le droit à la nourriture et la souveraineté alimentaire avant la course aux meilleurs rendements des investisseurs. Le 17 avril 2012, lors de la Journée mondiale de la résistance paysanne, des actions seront mises en place dans le plus grand nombre de pays possible afin de donner du poids à ces revendications.

L'exemple d'Addax bioenergy

Un exemple au Sierra Leone montre bien quelles répercussions négatives un projet agricole dirigé depuis l'étranger peut avoir sur le pays. En 2009, l'entreprise Addax Bioenergy basée à Genève a commencé à planter des cannes à sucre, afin de produire de l'agrocarburant pour l'exportation. Le gouvernement du Sierra Leone a donné sa bénédiction au projet. Durant la première phase, 10'000 hectares ont été portés à l'exploitation. Des cours d'eau ont été détournés ou recouverts, d'autres sources comme le Kirbent et le Domkoni qui coulaient à proximité du [village](#) de Maronko dans la chefferie de Makari Gbanti se sont taries au cours de la phase initiale du projet déjà, créant d'importants problèmes aux petits producteurs résidant dans la région. À cette situation catastrophique vient s'ajouter le fait que les nouvelles places de travail offertes à la population locale sont beaucoup moins nombreuses qu'annoncé.

Pain pour le prochain apporte non seulement son aide à la population dans les régions concernées, mais intervient également auprès d'Addax et des banques de développement impliquées pour qu'ils respectent leurs obligations en matière de droits humains. Il apparaît clairement que les paysans et les paysannes du pays ont besoin de soutien. « Le rôle joué par la politique au Sierra Leone est très important. Pour les organisations et la population civile, il est très difficile d'exercer toute critique envers le gouvernement. », rapporte

Mohamed Conteh de l'organisation Silnorf, partenaire de *Pain pour le prochain*.

Synpa renforce les droits des paysans et paysannes

Le syndicat Synergie Paysanne (Synpa), fondé il y a une dizaine d'années, compte aujourd'hui plus de 1300 membres dans une cinquantaine de communes. Grâce à d'efficaces campagnes d'information et de sensibilisation, le syndicat est en mesure de défendre les paysans et paysannes jusque dans les régions les plus reculées du pays. Il les informe de leurs droits et les aide à mieux protéger leur terre des investisseurs étrangers. Synpa travaille en collaboration avec les administrations communales et renforce la voix des petits producteurs fermiers face au gouvernement de Cotonou.

Informations supplémentaires:

Ester Wolf, responsable politique de développement à *Pain pour le prochain*.

wolf@bfa-ppp.ch / 021 614 77 18

15.02.12

[Zurück](#)